

La situation du budget de l'État

Au 31 octobre 2013

Adresses Internet : <http://www.economie.gouv.fr/situation-mensuelle-budgetaire-au-31-octobre-2013>

Ou : <http://www.performance-publique.budget.gouv.fr/ressources-documentaires/documentation-budgetaire/la-situation-mensuelle-du-budget-de-letat.html>

Solde Le solde général d'exécution au 31 octobre 2013 s'établit à -86,0 Md€, en amélioration de près de 9 Md€ par rapport à fin octobre 2012 (-94,6 Md€).

Le solde général d'exécution à fin octobre s'améliore par rapport à la même période de l'exercice précédent, du fait notamment de la progression des recettes fiscales et malgré des éléments exceptionnels qui jouent en sens inverse : la perception, début 2012, de 2,6 Md€ de recettes liée à l'attribution d'autorisations d'utilisation de fréquences dans la bande 800 MHz en France métropolitaine, pour établir et exploiter un réseau radioélectrique mobile ouvert au public (fréquences dites « 4G ») et l'augmentation de capital de la Banque européenne d'investissement (BEI) pour 1,6 Md€. Hors ces éléments de nature exceptionnelle, le solde à fin octobre s'améliore de près de 13 Md€.

Dépenses A fin octobre 2013, les dépenses (budget général et prélèvements sur recettes) atteignent 325,5 Md€ (317,4 Md€ hors dépenses exceptionnelles présentées ci-dessous) contre 320,1 Md€ à fin octobre 2012 (313,6 Md€ hors dépenses exceptionnelles).

Ces informations sont conformes à la prévision de dépenses du projet de loi de finances rectificative pour 2013 adopté en conseil des ministres du 13 novembre. Cette prévision permet le strict respect de l'autorisation donnée par le Parlement en loi de finances initiale. En particulier, la norme de dépense fixée à 279,4 Md€ pour 2013, hors charges de la dette et de pensions, sera respectée.

Une augmentation de capital de la Banque européenne d'investissement (BEI) est intervenue en mars 2013 pour un montant de 1,6 Md€ et deux tranches d'apport en capital au Mécanisme européen de stabilité (MES) ont par ailleurs été versées par la France en avril et octobre 2013 (pour un total de 6,5 Md€ identique à celui versé en octobre 2012), l'ensemble pesant en 2013 pour un montant cumulé de 8,1 Md€. À fin octobre 2013, l'augmentation de capital de la BEI de mars 2013 explique donc pour partie l'évolution dynamique des dépenses de fonctionnement entre 2012 et 2013. Ces opérations de nature financière, ne pèsent pas sur le déficit public au sens de Maastricht.

Les dépenses de personnel hors pensions affichent une légère baisse par rapport à 2012. La charge de la dette est en baisse significative par rapport à 2012, compte tenu notamment du faible niveau des taux d'intérêt.

Le prélèvement sur recettes au profit de l'Union européenne s'élève à 19,7 Md€ à fin octobre 2013 (16,7 Md€ à fin octobre 2012) en raison du paiement exceptionnel en janvier 2013 de deux budgets rectificatifs au titre de l'année 2012 (0,6 Md€) et de la croissance du budget de l'Union européenne en 2013 qui induit mécaniquement une hausse de la contribution de la France.

Recettes Au 31 octobre 2013, les recettes du budget général (nettes des remboursements et dégrèvements) s'établissent à 244,4 Md€ contre 231,0 Md€ à fin octobre 2012.

A fin octobre, les recettes fiscales nettes sont en hausse de près de 14,5 Md€ par rapport à 2012. Elles sont principalement portées par les recettes d'impôt sur le revenu et d'impôt sur les sociétés. Les encaissements sont globalement en ligne avec la nouvelle prévision de recettes pour 2013, présentée à l'occasion du projet de loi de finances rectificative pour 2013, soit une progression des recettes fiscales nettes sur l'année de 19,3 Md€ par rapport à 2012.

Le produit des recettes non fiscales enregistré à fin octobre s'élève à 9,1 Md€. L'évolution à la baisse par rapport à 2012 s'explique principalement, malgré le dynamisme des recettes non fiscales traditionnelles, par la recette exceptionnelle enregistrée en janvier 2012 par le budget général, liée à l'attribution d'autorisations d'utilisation de fréquences dans la bande 800 MHz en France métropolitaine pour établir et exploiter un réseau radioélectrique mobile ouvert au public (fréquences dites « 4G »).

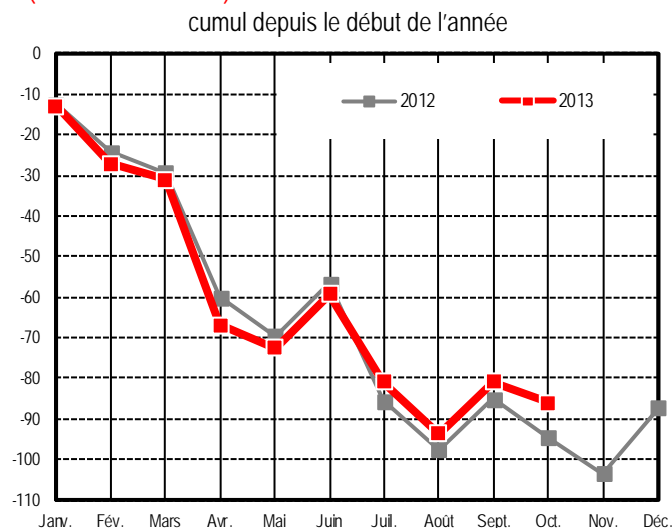
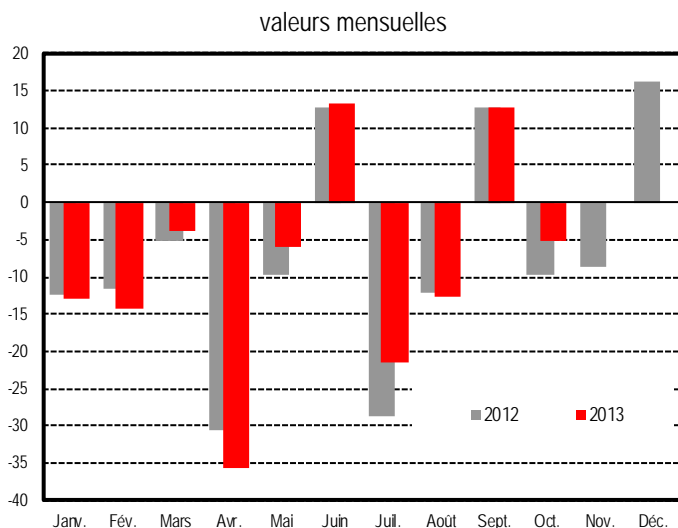
Comptes spéciaux Le solde des comptes spéciaux s'établit à -5,0 Md€ à fin octobre 2013 contre -5,5 Md€ à fin octobre 2012.

L'évolution, à fin octobre, du solde des comptes spéciaux est peu significative.

Solde (hors FMI)

en millions d'euros	2011	2012	Niveau à la fin octobre			octobre 13 / octobre 12
			2011	2012	2013	
Solde du budget général	-90 092	-88 156	-81 644	-89 098	-81 077	
Dépenses (budget général et prélèvements sur recettes)	365 318	374 171	310 786	320 122	325 520	1,7%
Recettes (nettes des remboursements et dégrèvements)	275 226	286 014	229 142	231 024	244 443	5,8%
Solde des comptes spéciaux	-626	1 006	-17 727	-5 509	-4 971	
<i>dont avances aux collectivités territoriales</i>	<i>696</i>	<i>1 089</i>	<i>-14 423</i>	<i>-3 310</i>	<i>-3 201</i>	
Solde général d'exécution	-90 718	-87 150	-99 371	-94 607	-86 048	

Solde d'exécution (en milliards d'euros)



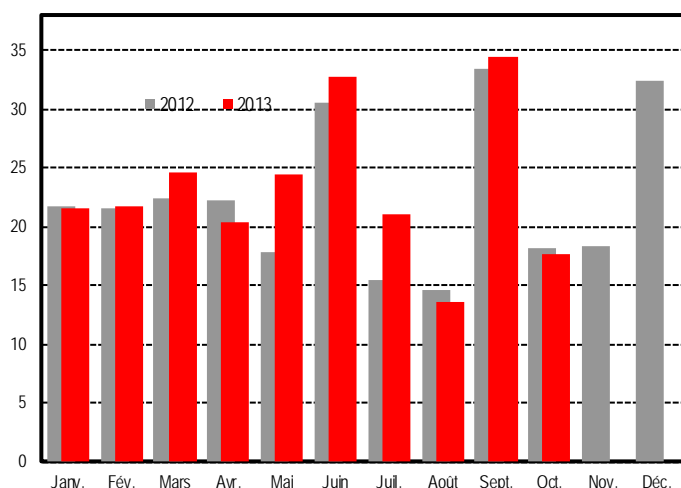
Recettes (nettes des remboursements & dégrèvements)

en millions d'euros	Exécution	PLFR 1 2013	Niveau à la fin octobre		Variations à la fin octobre	
	2012	2013	2012	2013	2013/2012 Périmètre courant	2013/2012 Périmètre constant
Recettes fiscales - nettes ⁽¹⁾	268 438	287 750	217 861	232 356	6,7%	6,4%
Impôt sur le revenu – net ⁽²⁾	59 480	68 791	51 826	57 990	11,9%	11,9%
Impôt sur les sociétés – net ^{(1) (3)}	40 832	49 702	26 857	33 967	26,5%	16,8%
Taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques (TICPE)	13 498	13 680	11 151	11 266	1,0%	1,1%
Taxe sur la valeur ajoutée (TVA) – nette ⁽¹⁾	133 403	135 624	110 172	112 267	1,9%	1,9%
Autres recettes fiscales – nettes ⁽¹⁾	21 224	19 953	17 855	16 866	-5,5%	4,3%
Recettes non fiscales	14 110	13 883	10 170	9 069	-10,8%	-6,4%
Recettes du budget général (hors fonds de concours)	282 548	301 633	228 031	241 425	5,9%	5,8%
Fonds de concours	3 467	3 739	2 993	3 018	ns	ns
Recettes du budget général (yc fonds de concours)	286 014	305 372	231 024	244 443	5,8%	5,8%

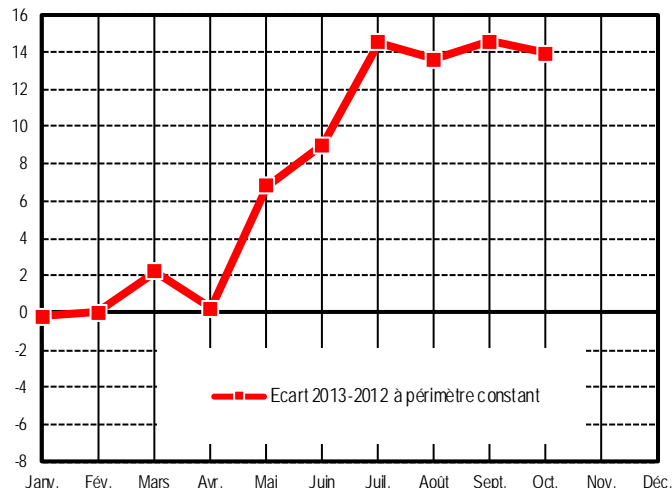
(1) Recettes nettes des remboursements et des dégrèvements; (2) Recettes d'impôt sur le revenu nettes des remboursements et des dégrèvements dont ceux relatifs à la prime pour l'emploi; (3) Hors CSB

Recettes fiscales nettes (en milliards d'euros)

valeurs mensuelles

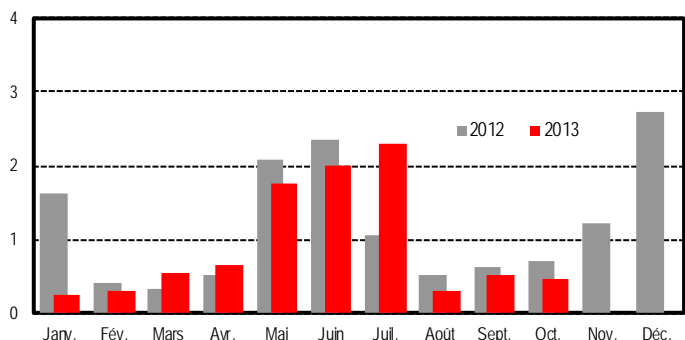


écart 2013-2012 (cumul depuis le début de l'année)

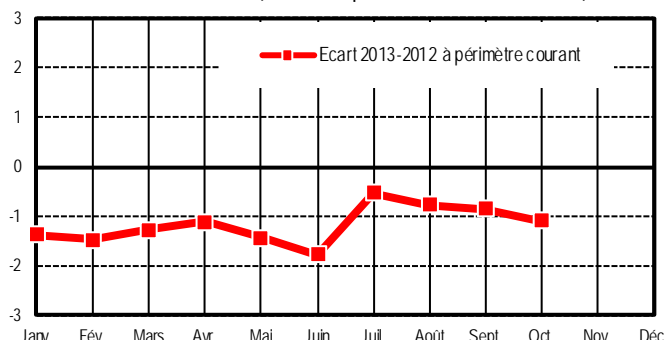


Recettes non fiscales (en milliards d'euros)

valeurs mensuelles



écart 2013-2012 (cumul depuis le début de l'année)



Avertissement : les pourcentages d'évolution ne sont pas significatifs lorsque le nombre figurant au dénominateur est petit et, de ce fait, ne sont pas affichés (mention « ns »).

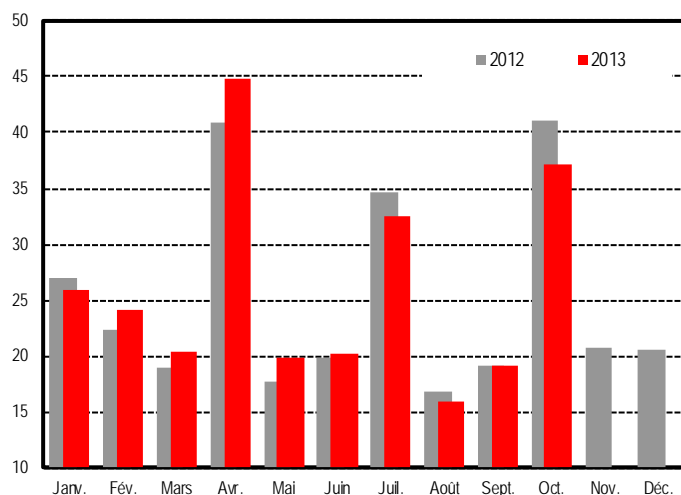
Dépenses (hors remboursements & dégrèvements)

en millions d'euros	Exécution	Niveau à la fin octobre		Variations à la fin octobre	
	2012	2012	2013	Périmètre courant	Périmètre constant
Dotation des pouvoirs publics	992	997	991	-0,6%	-0,6%
Dépenses de personnel	118 945	99 206	100 567	1,4%	1,7%
Dépenses de fonctionnement ⁽¹⁾	54 896	45 594	48 632	6,7%	5,8%
Charges de la dette de l'État	46 303	45 733	44 545	-2,6%	-2,6%
Dépenses d'investissement	11 028	9 530	8 679	-8,9%	-9,0%
Dépenses d'intervention	66 153	56 062	55 147	-1,6%	-1,6%
Dépenses d'opérations financières	1 218	1 135	1 341	18,1%	18,1%
Dépenses du budget général ⁽¹⁾	299 535	258 257	259 902	0,6%	0,6%
Prélèvement sur recettes au profit des collectivités territoriales	55 584	45 167	45 942	1,7%	1,7%
Prélèvement sur recettes au profit de l'Union européenne	19 052	16 698	19 675	17,8%	17,8%
Prélèvements sur recettes	74 635	61 865	65 618	6,1%	6,1%
Dépenses (budget général et prélèvements sur recettes)	374 171	320 122	325 520	1,7%	1,7%

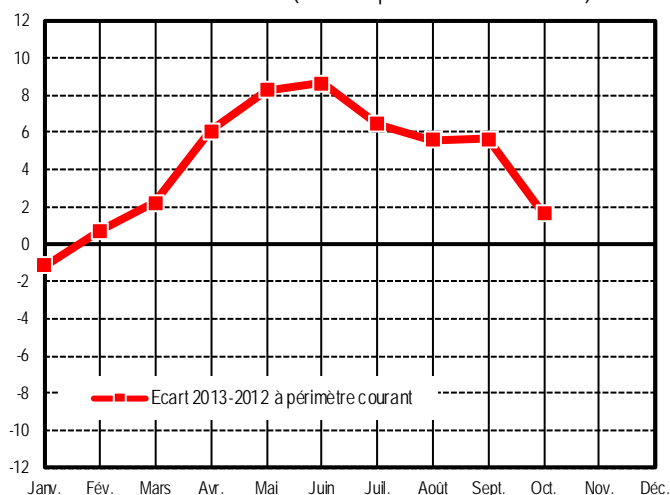
(1) Y compris versement à la Banque européenne d'investissement (BEI) et dotation au mécanisme européen de stabilité (MES)

Dépenses du budget général (en milliards d'euros)

valeurs mensuelles



écart 2013-2012 (cumul depuis le début de l'année)



Lois de finances – exécution (hors FMI)

en millions d'euros	2011			2012			2013	
	LFI	LFR4	EXE	LFI	LFR3	EXE	LFI	PLFR 1
Dépenses	363 194	365 149	365 318	368 482	374 237	374 171	378 768	377 236
Prélèvements sur recettes	73 578	74 131	74 067	74 457	74 641	74 635	76 128	78 121
Dépenses du budget général ^{(1) (2)}	289 616	291 018	291 251	294 024	299 596	299 535	302 640	299 114
- dont dépenses financées hors fonds de concours	286 390	287 792	287 422	290 714	296 285	296 069	299 320	295 375
Recettes	274 981	273 222	275 226	294 114	287 433	286 014	316 145	305 372
Recettes fiscales nettes ⁽³⁾	254 882	253 478	255 018	274 947	270 072	268 438	298 616	287 750
Recettes non fiscales	16 873	16 518	16 379	15 857	14 050	14 110	14 209	13 882
Fonds de concours	3 226	3 226	3 829	3 310	3 310	3 467	3 320	3 320
Solde des comptes spéciaux ⁽⁴⁾	-3 426	-3425	-626	-4 361	611	1 006	307	-35
Dont avances aux collectivités territoriales	1 171	428	696	650	1 050	1 089	737	531
Solde général d'exécution (hors budgets annexes) ⁽⁴⁾	-91 639	-95 352	-90 718	-78 729	-86 194	-87 150	-62 317	-71 899
Pour mémoire : remboursements et dégrèvements	82 153	85 552	84 395	85 438	91 612	90 559	96 163	87 727

(1) hors remboursements et dégrèvements (2) le montant des dépenses financées par les fonds de concours est égal, par convention, à celui des recettes encaissées à ce titre (3) nettes des remboursements et dégrèvements (4) hors FMI